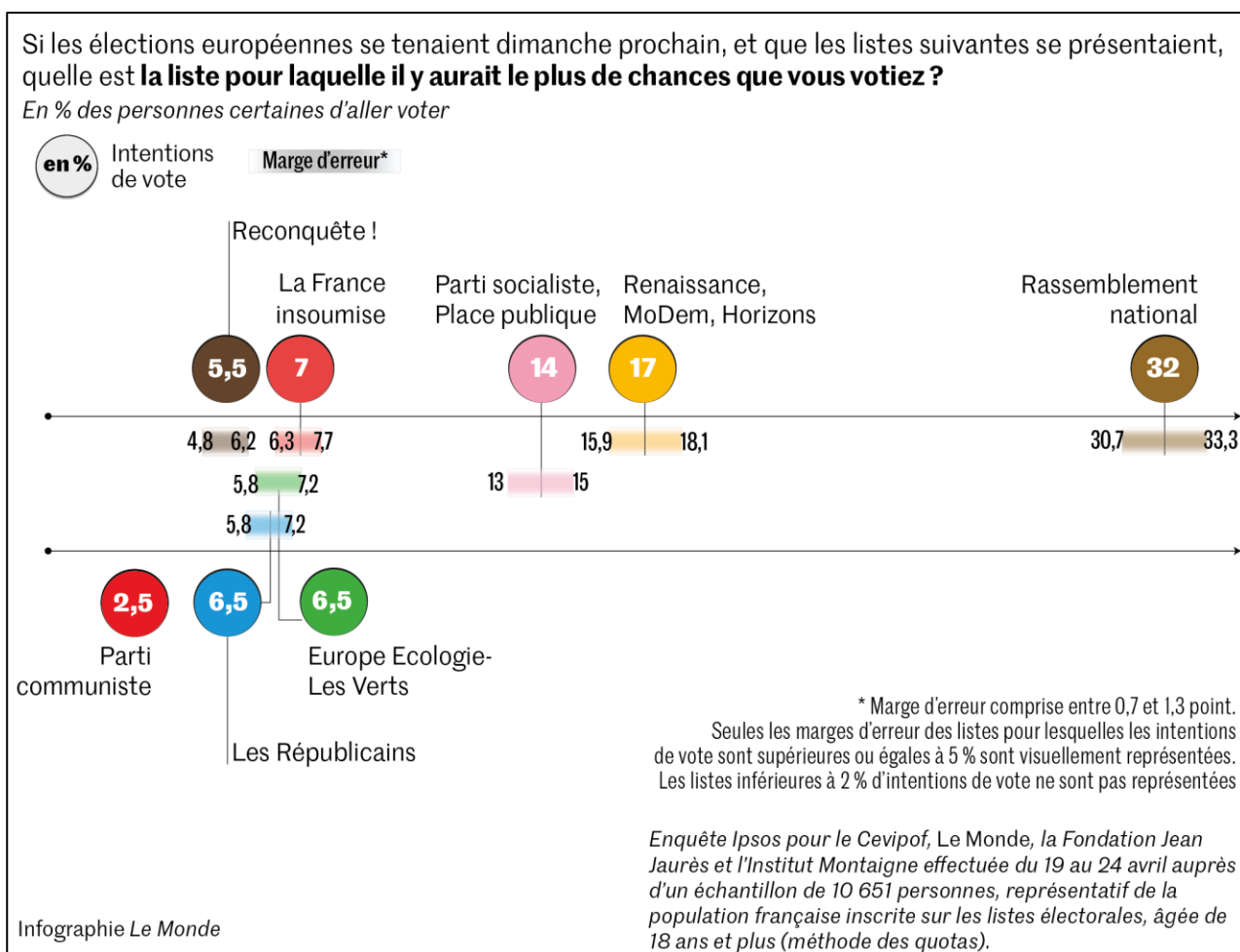


Élections européennes : Bardella reste largement en tête, Glucksmann se rapproche du camp Macron

Les listes du Rassemblement national (32 %) et du PS-Place publique (14 %) enregistrent une progression dans les intentions de vote pour le scrutin du 9 juin, tandis que celle de Renaissance recule (17 %), selon la quatrième vague de l'enquête électorale réalisée par Ipsos, en partenariat avec le Cevipof, l'Institut Montaigne, la Fondation Jean Jaurès et Le Monde.

par Julie Carriat, journaliste

À six semaines des élections européennes, le Rassemblement national (RN) reste ancré à la première place, mais derrière lui, les choses bougent. Un second match se dessine entre la liste Renaissance et celle du Parti socialiste (PS) et de Place publique, dans lequel les électeurs indécis ou encore démobilisés peuvent inverser les rapports de force, le dimanche 9 juin. C'est l'enseignement de la quatrième vague de l'enquête électorale réalisée par Ipsos.



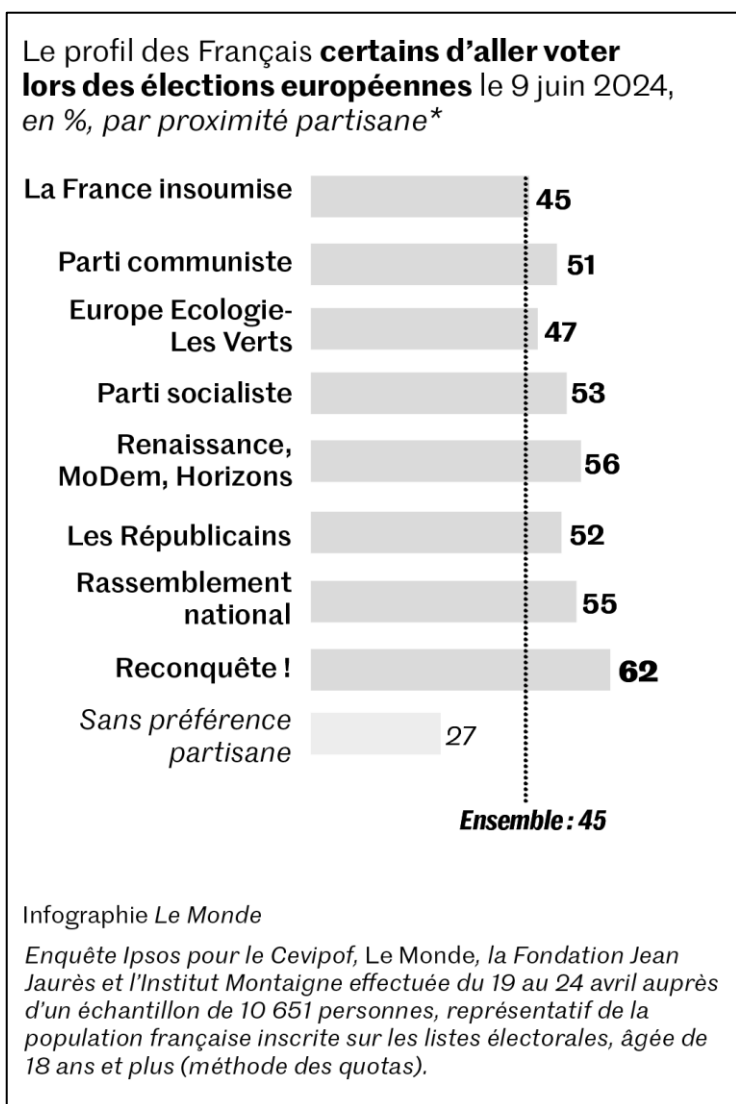
Selon ce sondage mené du 19 au 24 avril selon la méthode des quotas auprès d'un large échantillon de 10 651 personnes représentatif de la population française inscrite sur les listes électorales, âgée de 18 ans et plus, [la liste du RN, conduite par Jordan Bardella](#), progresse encore de 1 point de pourcentage [par rapport à la vague précédente, en mars](#), pour s'établir à 32 % des intentions de vote (avec une marge d'erreur de 1,3 point). La liste de la majorité présidentielle (Renaissance, MoDem, Horizons et UDI) conduite par Valérie Hayer baisse, quant à elle, d'un point,

à 17 % (marge d'erreur : 1,1 point), un niveau où elle est de plus en plus talonnée par la liste PS-Place publique de Raphaël Glucksmann.

Ce dernier enregistre un gain de 2,5 points de pourcentage et se hisse à 14 % des intentions de vote (marge d'erreur : 1 point), en étant notamment porté par des transferts de voix issus de Renaissance, des écologistes, de La France insoumise (LFI) et du Parti communiste français (PCF). Derrière ce trio de tête, la liste LFI de Manon Aubry, stable, engrange 7 % des intentions de vote (marge d'erreur : 0,7), suivie de celle des écologistes conduite par Marie Toussaint à 6,5 %, en baisse de deux points par rapport à mars (marge d'erreur : 0,7).

À droite, la liste Les Républicains de François-Xavier Bellamy reste quasi stable, à 6,5 %, suivie de celle du parti Reconquête ! de Marion Maréchal à 5,5 %, mais l'écart se resserre entre elles par rapport aux vagues précédentes. La liste communiste, emmenée par Léon Deffontaines, s'établit à 2,5 %, en baisse de 1 point par rapport à mars. Elle est peut-être pénalisée par la multiplication des listes du côté de l'extrême gauche. En effet, celle du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), ou du moins d'une partie du NPA issue de [la dernière scission de décembre 2022](#), conduite par Selma Labib, fait son entrée à 1 % dans notre enquête. En parallèle, la liste de Lutte ouvrière menée par Nathalie Arthaud est créditée de 0,5 % des intentions de vote.

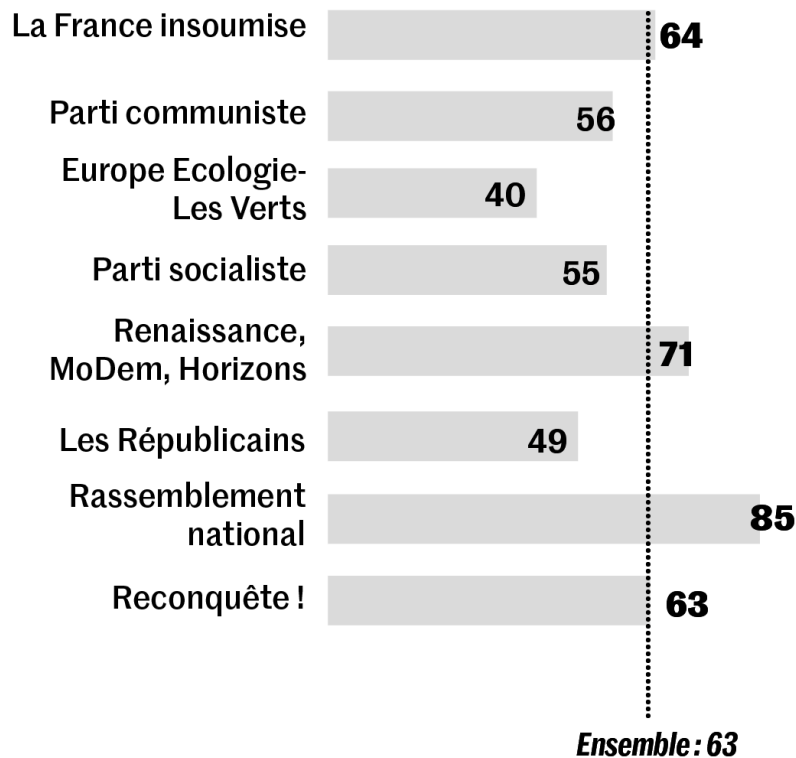
Forte volatilité des électeurs



Depuis [la deuxième vague de notre enquête en décembre 2023](#), seules deux listes n'ont cessé de progresser : celles de Jordan Bardella et de Raphaël Glucksmann. À l'inverse, les listes Renaissance et des écologistes ont, pour le moment, enregistré un recul à chaque nouvelle enquête. Ces trajectoires, loin d'être prédictives, n'empêchent en rien des retournements de fin de campagne. Elles traduisent aussi la forte volatilité des électeurs dans cette élection : 37 % d'entre eux disent que leur choix peut encore changer.

L'élection du 9 juin, les sondés s'y intéressent graduellement de plus en plus (57 % se disent intéressés contre 46 % en novembre), mais l'intention d'aller voter reste dans une fourchette de 43 % à 47 % – soit en moyenne 45 % –, encore en deçà des 50 % de participation enregistrés lors des dernières élections européennes de 2019.

La sûreté du choix, selon l'intention de vote aux élections européennes, en % de oui, par proximité partisane



Infographie Le Monde

Enquête Ipsos pour le Cevipof, Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne effectuée du 19 au 24 avril auprès d'un échantillon de 10 651 personnes, représentatif de la population française inscrite sur les listes électorales, âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).

Les choix des sondés se stabilisent autour de plusieurs candidats : les électeurs potentiels de R. Glucksmann, de M. Aubry, de F.X. Bellamy, de J. Bardella et de V. Hayer sont de plus en plus certains de leur choix. Le candidat RN bénéficie de la certitude de vote la plus forte (85 %), suivi par la candidate Renaissance (71 %), soit des socles plus stables que ceux des listes de gauche.

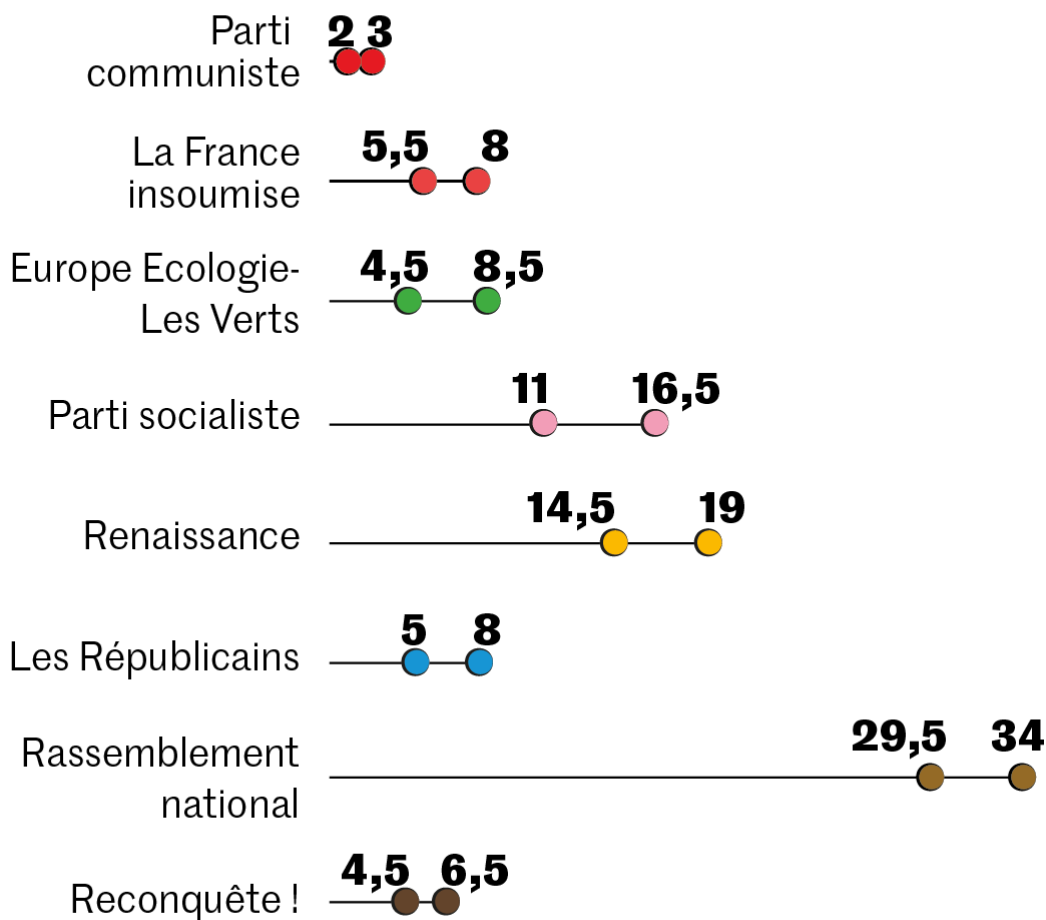
En outre, pour ces cinq listes, la part de ceux qui disent pouvoir encore changer d'avis se réduit par rapport au mois dernier. En revanche, le phénomène inverse se produit ailleurs, et notamment pour l'écologiste Marie Toussaint de manière notable. Quelque 40 % des sondés qui disent vouloir voter pour elle assument que leur choix est définitif, en baisse par rapport au mois dernier, quand ils étaient encore 47 % certains de leur choix. Le doute gagne le camp écologiste, et aussi, dans des proportions moindres, la liste PCF menée par Léon Deffontaines et celle de Marion Maréchal.

Ces électeurs indécis sont en mesure de changer radicalement le scrutin. Ainsi, dans le duel Glucksmann-Hayer, ils peuvent en théorie inverser l'ordre d'arrivée : ces hésitants pourraient porter Raphaël Glucksmann jusqu'à 16,5 %, tandis que s'ils faisaient défaut à Valérie Hayer, elle se retrouverait potentiellement troisième, à 14,5 %.

Une élection qui se nationalise à l'approche du 9 juin

Ils sont aussi cruciaux pour la liste des Verts, car cette dernière pourrait se retrouver à 4,5 %, en dessous du seuil de 5 % requis pour envoyer des députés au Parlement européen, si tous les électeurs incertains de Marie Toussaint choisissaient finalement leur second choix plutôt que la liste écologiste. Mais, comme toujours dans les sondages, rien n'est écrit : à l'inverse, si tous les électeurs qui ont pour second choix Marie Toussaint basculaient vers elle, elle s'établirait à 8,5 %.

Evolution possible du score des candidats si la moitié des **hésitants basculent** vers leur second choix



Note de lecture : exemple Jordan Bardella.

Point bas : Jordan Bardella obtiendrait 29,5 % si la moitié de ses électeurs encore hésitants décidaient de se tourner vers leur second choix de vote plutôt que de voter pour lui.

Point haut : Jordan Bardella obtiendrait 34 % si la moitié des électeurs encore hésitants qui le choisissent en second choix décidaient de voter pour lui.

Infographie *Le Monde*

Enquête Ipsos pour le Cevipof, Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne effectué du 19 au 24 avril auprès d'un échantillon de 10 651 personnes, représentatif de la population française inscrite sur les listes électorales, âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).

Autre enseignement de cette étude : à mesure que l'élection approche, plutôt que de s'ouvrir aux questions européennes, le scrutin se nationalise : 58 % de notre échantillon prévient ainsi que pour déterminer son choix de vote, il tiendra compte avant tout des propositions des partis sur les questions nationales. C'est un taux en progression par rapport au mois dernier quand 53 % des sondés affichaient cette propension.

Les sujets déterminants dans le choix de vote sont, dans l'ordre, le pouvoir d'achat, l'immigration, le système de santé et, à la quatrième place, la protection de l'environnement. Au total, près de deux tiers de l'échantillon (60 %) estiment que les sujets européens sont suffisamment abordés, ou en tout cas « *au bon niveau* » lors de cette campagne électorale. Pour une majorité de sondés (54 %), les décisions prises au niveau européen ont un impact « *plutôt négatif* » sur la situation du pays. Il n'y a guère que chez ceux qui s'appêtent à voter pour la liste de la majorité présidentielle, que l'opinion inverse (un impact « *plutôt positif* ») est majoritaire.

Paradoxalement, cette vision négative des décisions de l'Union européenne va de pair avec une appéence pour un plus grand fédéralisme. Plus de 80 % des sondés sont favorables à ce que les décisions importantes au sein de l'UE soient prises à la majorité qualifiée ou à la majorité simple, alors que l'unanimité des Vingt-Sept reste aujourd'hui requise en matière fiscale, de protection sociale et de politique étrangère. A l'heure où Emmanuel Macron parle de rouvrir le [débat d'une défense européenne](#) comprenant l'arme nucléaire, la question militaire scinde notre échantillon : seuls 35 % des sondés prônent une solidarité militaire entre États membres incluant l'envoi de troupes, en cas d'attaque par un pays extérieur.

Les questions nationales, qui pèsent si lourd dans ces élections européennes, traduisent, au moins sur un sujet d'actualité, un grand retour du clivage gauche-droite. Le projet de réduction de la durée d'indemnisation des chômeurs, [présenté par le premier ministre, Gabriel Attal](#), suscite ainsi dans notre échantillon une division assez nette. Interrogés sur la « *limitation des indemnités chômage afin de réaliser des économies* », 53 % y sont favorables.

Chez les sondés proches de la gauche, la mesure déclenche une opposition majoritaire à hauteur de deux tiers en moyenne. Plus à droite, de Renaissance à Reconquête ! au contraire, les opinions favorables à la mesure sont majoritaires. Du côté des partisans de Marine Le Pen, un socle non négligeable d'électeurs à la sensibilité sociale perdure néanmoins, puisque 41 % des sympathisants du RN se disent opposés à la limitation de l'indemnisation des chômeurs au nom de la rigueur budgétaire.

.../...

Élections européennes : l'immigration et l'écologie, enjeux prioritaires des Français, devant « l'Europe puissance » de Macron

La crise migratoire (42 %) et le changement climatique (36 %) sont les sujets jugés les plus importants pour l'UE, loin devant la défense commune (28 %) ou l'aide à l'Ukraine (13 %), selon la quatrième vague de l'enquête Ipsos, en partenariat avec le Cevipof, l'Institut Montaigne, la Fondation Jean Jaurès et Le Monde.

Analyse par **Anne Muxel**, directrice au Cevipof (CNRS-Sciences Po) et **Luc Rouban**, directeur de recherches Cevipof

Dans [son discours du 25 avril sur l'Union européenne](#) (UE), Emmanuel Macron a esquissé les grandes lignes d'un nouveau projet européen. Celui-ci vise à faire de l'Europe une vraie puissance, tant dans le domaine militaire que dans celui de la recherche scientifique ou encore de la politique commerciale, sans oublier un contrôle communautaire accru des flux migratoires. Le projet macronien s'est focalisé sur une Europe régaliennne et géostratégique, contrôlant ses frontières, capable de se défendre et de se transformer en acteur international pouvant rivaliser avec les États-Unis ou la Chine. Il installe la puissance au niveau européen, mais, de ce fait, renvoie la question sociale au seul échelon national.

Ce projet est-il partagé par les électeurs français ? Les données de la quatrième vague de l'enquête Ipsos montrent que leurs attentes sont sensiblement différentes. Interrogés sur les enjeux prioritaires qui devraient être ceux de l'UE, ils placent en premier la crise migratoire (42 %), le changement climatique (36 %), l'avenir de l'agriculture (35 %) avant la défense commune (28 %), le renforcement de l'UE face à la Chine ou aux États-Unis (24 %) et, surtout, bien avant l'aide à l'Ukraine (13 %). La focale militaire du projet d'Emmanuel Macron n'est pas la priorité pour les Français.

La situation ne se résume donc pas à un choix entre une « Europe puissance » et le retour vers un nationalisme étroit. L'idée d'une souveraineté européenne, dont le renforcement est d'ailleurs faiblement souhaité (55 %), ne se heurte pas seulement à celui de la souveraineté nationale bien plus demandé (71 %). Elle achoppe sur le fait que l'UE ne répond pas à la question de la cohésion sociale qui reste centrale en France. Un pays où les électeurs vont voter en fonction de sujets qui leur parlent : le pouvoir d'achat (49 %), l'immigration (34 %), mais aussi le système de santé (33 %). Autant de sujets sociaux qui touchent surtout les catégories populaires, ce qui favorise le Rassemblement national (RN).

C'est donc une réarticulation entre le projet européen et le projet national qu'attendent les électeurs. Seule une minorité d'entre eux (24 %) souhaite que l'UE prenne à l'avenir de plus en plus de décisions dans le cadre de politiques communes, une majorité préférant un recentrage sur les États membres (35 %), parfois dans le cadre d'accords particuliers (8 %). Par exemple, sur l'enjeu migratoire, seuls 38 % des Français souhaitent qu'il soit traité par des politiques communes de l'UE et 48 % par les États membres. La tentation du « Frexit » est faible (14 %) et ne parle vraiment qu'aux électeurs des listes RN ou Reconquête !

Des jeunes très en retrait

Mais derrière ces moyennes se cachent des divergences et des rapprochements politiques. Le développement des politiques communes est rejeté, sans surprise, par les électeurs qui projettent de voter pour la liste RN de Jordan Bardella ou Reconquête ! de Marion Maréchal (seuls 9 % et 6 % respectivement y souscrivent), peu recherché par les électeurs potentiels de l'« insoumise » Manon Aubry (28 %), mais est attendu par les électeurs potentiels de Valérie Hayer (Renaissance, 45 %) comme par ceux de Raphaël Glucksmann (PS-Place publique, 47 %) ou même de la liste

écologiste de Marie Toussaint (43 %). Renforcer l'UE, oui, mais pas pour faire la même chose. L'europhéanisation des électorsats passe donc par des enjeux différents, selon les publics.

C'est surtout le cas des jeunes, cible électorsale devant incarner le renouveau proclamé par chaque liste. Alors que le scrutin du 9 juin se rapproche, les jeunes restent très en retrait et peu intéressés par la désignation des élus au Parlement européen. Parmi les moins de 35 ans, seuls 31 % envisagent de voter (59 % des plus de 60 ans). Ce désinvestissement civique tranche singulièrement avec une europhilie de principe qui les caractérise pourtant. Certes, ils partagent l'attitude mitigée des Français à l'égard de la construction européenne. Mais ils sont moins tentés par le souverainisme et plus favorables à l'ouverture de la France à l'Europe, comme au reste du monde.

Ils apprécient aussi plus favorablement les bénéfices de l'UE sur la situation du pays comme sur leur situation personnelle. Ils évaluent plus positivement le poids de la France dans les décisions prises en Europe : 60 % des moins de 35 ans (39 % des 60 ans et plus, 46 % de l'ensemble des Français). Par ailleurs, ils adhèrent avec une majorité de Français au principe d'une majorité qualifiée pour prendre les décisions importantes en Europe (57 % des Français), et sont même un peu plus enclins que leurs aînés à envisager l'instauration d'une majorité simple (28 % contre 24 %). Certes, ils votent peu, mais les marqueurs d'une Europe politique sont bien présents dans les représentations qu'ils se font des possibilités de mise en œuvre d'une politique commune.

La géopolitique en mode mineur

Leur vision des priorités à mettre en œuvre dans le cadre de politiques européennes communes place sans surprise la question environnementale au premier plan. Pour 44 % des moins de 35 ans, la lutte contre le réchauffement climatique doit être un enjeu prioritaire (contre 29 % des 60 ans et plus et 36 % de l'ensemble des Français). Cette préoccupation est particulièrement vive parmi les jeunes femmes (48 % des jeunes femmes contre 39 % des jeunes hommes).

Chez les jeunes, les enjeux de renforcement de la puissance européenne au niveau géopolitique apparaissent en mode mineur : seuls 11 % mettent en avant l'aide à l'Ukraine, 18 % la construction d'une défense européenne commune et 21 % le renforcement du poids de l'UE face à la Chine et aux États-Unis. Le soutien à la croissance économique et l'harmonisation des systèmes sociaux nationaux en matière de protection sociale ou de salaire minimum sont jugés plus importants (respectivement 29 % et 28 % de leurs réponses). La crise migratoire s'impose comme l'enjeu prioritaire qui arrive en deuxième position (32 %), mais elle les préoccupe nettement moins que leurs aînés (50 % des 60 ans et plus).

« L'Europe puissance » défendue par Emmanuel Macron ne peut négliger la forte composante sociale qui alimente les attentes des électeurs à la veille du scrutin européen et qui débordent le seul cadre national. Dans l'esprit des Français, l'enjeu de la puissance militaire et d'une défense européenne commune est intégré, mais n'a pas pris le pas sur les grands enjeux d'avenir que sont aussi, pour l'Union Européenne, sa puissance et ses capacités de décision sur les questions migratoires et environnementales sur la scène mondiale.